



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Deuxième cycle 2010 des pourparlers des Nations Unies sur les changements climatiques à Bonn : préparatifs en vue de la mise en œuvre complète d'un plan d'action à l'échelle mondiale

(Bonn, 31 mai 2010) – Les Nations Unies ont amorcé lundi à Bonn un nouveau cycle de négociations sur l'évolution du climat, avec la participation de représentants de 182 gouvernements, à partir des résultats de la Conférence sur les changements climatiques (COP 15), qui a eu lieu à Copenhague l'année dernière. Les pourparlers visent à reprendre les débats au point où ils avaient été laissés à Copenhague et à préparer l'application intégrale d'un plan d'action international.

« La Conférence de Copenhague a peut-être occasionné un retard d'au moins un an dans les résultats attendus, mais les changements climatiques, eux, continuent de progresser », a déclaré le secrétaire exécutif de la CCNUCC, M. Yvo de Boer. « L'échéance de Copenhague pour l'établissement d'une stratégie internationale en vue de lutter contre les effets des changements climatiques avait été fixée, car les gouvernements avaient saisi, en lançant les négociations à Bali en 2007, le véritable sens de l'appel lancé par les scientifiques : agir sans tarder ou affronter le pire » a-t-il ajouté.

À partir de mardi, les délégués gouvernementaux commenceront à se pencher sur un nouveau texte soumis par le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention.

Lors de la Conférence de Copenhague, qui a eu lieu à la fin de 2009, les gouvernements ont prolongé le mandat du Groupe qui consiste à mettre au point une stratégie globale à long terme pour lutter contre les répercussions de l'évolution du climat. Les représentants réunis à Bonn en avril de cette année avaient invité la présidente du Groupe, Mme Margaret Mukahanana-Sangarwe, à préparer un nouveau texte en vue de la session de négociation de juin.

« Les négociations prévues pour les deux prochaines semaines auront atteint leur but si elles se centrent sur l'élaboration d'une solution concrète et réaliste pour la Conférence de Cancún. On perçoit de plus en plus sur ce que pourrait être l'objectif de cette dernière : une architecture opérationnelle complète permettant de mettre au point une action efficace et collective pour combattre le réchauffement de la planète », a affirmé le plus haut responsable des questions relatives aux changements climatiques au sein de l'ONU, M. Yvo de Boer.



Le Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto se réunira aussi à Bonn à compter de mardi, parallèlement au Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme. Ce groupe est chargé des engagements de réduction des émissions qui lient les 37 pays industrialisés ayant ratifié le Protocole pour l'après 2012.

« J'encourage les gouvernements à envisager de manière plus précise l'avenir du Protocole de Kyoto, car cette question doit être étudiée avant la réunion de Cancún », a ajouté M. Yvo de Boer.

Il a par ailleurs appelé les pays industrialisés à respecter les engagements pris à Copenhague. Ces pays ont promis d'injecter 30 milliards de dollars É.-U. d'ici 2012 sous forme d'investissements à court terme en vue de lancer des initiatives dans les pays en développement. « Cancún sera un succès si les promesses d'aide sont tenues et si les engagements sont confirmés au cours des négociations », a-t-il conclu.

Outre les deux groupes de travail directement engagés dans les négociations à long terme, les deux comités permanents relevant de la Convention, soit l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI), seront présents à Bonn.

Le SBSTA s'occupera, par exemple, de la question du renforcement des capacités à mesurer les émissions issues du déboisement dans les pays en développement. Il initiera un dialogue entre les gouvernements et les organismes de recherche afin de stimuler les discussions sur les informations les plus récentes dans le domaine de la science des changements climatiques. Le SBI, quant à lui, devrait notamment décider des modalités pour l'examen, au Mexique à la fin de l'année, du Fonds pour l'adaptation au titre du Protocole de Kyoto.

« Récemment, les engagements de l'Espagne et de l'Allemagne vis-à-vis du Fonds pour l'adaptation ont constitué un premier pas important vers l'instauration d'un climat de confiance au sein des pays en développement » a souligné le secrétaire exécutif de la CCNUCC, en ajoutant : « Mais nous devons compter sur des contributions plus concrètes de la part d'autres pays d'ici la Conférence de Cancún, signe que les pays développés sont prêts à respecter les engagements pris il y a cinq mois à Copenhague ».

La session de Bonn réunit plus de 4 500 participants, dont des représentants de gouvernements et du secteur privé, ainsi que d'organisations environnementales et d'établissements de recherche.

La prochaine session de négociation de la CCNUCC est prévue pour la période du 2 au 6 août à Bonn, suivie d'une deuxième réunion d'intersession d'une semaine à Bonn (dont les dates et heures précises restent à déterminer), avant la grande Conférence sur les changements climatiques, qui se tiendra du 29 novembre au 10 décembre à Cancún.



La CCNUCC

Avec 194 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte pour sa part 190 États membres. En vertu de ce dernier instrument, 37 États formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.

Bureau des médias de la CCNUCC: <<http://unfccc.int/press/items/2794.php>>